

## Les vendredis du Consulat : ateliers de réflexion

**Thème : Les enjeux et les défis d'un plan national de développement durable pour Haïti**

**Organisateur : Le Consulat général d'Haïti à Montréal**

**Date : les derniers vendredis du mois, de février à juin 2008**

=====

### **Appel à contribution**

#### **Mise en situation :**

Depuis 1986, Haïti fait l'objet d'une série de plans de développement qui sont fondés sur deux priorités fondamentales :

- la modernisation de l'État et de l'économie ;
- le renforcement du secteur de la sécurité : la police, la justice, la prison.

En ce qui concerne la modernisation de l'État et de l'économie, les priorités stratégiques sont définies dans un certain nombre de documents cadres, notamment : les deux *Plans d'ajustement structurel* (1986-1987 et 1996-1997), le *Cadre de coopération intérimaire de 2004-2006*, le *Document de stratégie nationale pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté - DSNCRP - 2008-2010*.

S'agissant du secteur de la sécurité, entre 1993 et 2008, il convient de noter le déploiement sur le terrain de plus d'une demi douzaine de missions onusiennes. À ces missions civiles et policières, il faut ajouter l'accroissement de la présence des grandes agences de coopération internationale, comme la USAID, l'ACDI, et la Coopération française, ainsi que de celle des organisations non gouvernementales (ONG) transnationales dans le pays.

Le constat général est celui de l'émergence d'un double paradoxe : le *renforcement de la dépendance de tous les secteurs de la vie nationale vis-à-vis de l'aide internationale* d'une part, et le *brouillage des repères de l'action publique* en raison de la centralité des acteurs internationaux dans la quasi-totalité des étapes de son déroulement d'autre part.

Le projet d'ateliers de réflexion a pour objet d'analyser les effets de ce double paradoxe sur les résultats mitigés de ces différents plans de développement ; et il propose d'explorer les voies et moyens de rompre ces contradictions, en garantissant l'efficacité de la mobilisation de tous les Haïtiens, de l'intérieur comme de la diaspora, dans la perspective d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan national de développement durable.

L'hypothèse qui guidera la réflexion est la suivante : *le succès de tout plan national de développement durable dépend de la légitimité de l'État (qui doit être en mesure d'imposer des sacrifices afférents et d'exiger la soumission de tous) d'une part, et de l'engagement de la société entière face aux défis à relever d'autre part.*

#### **Contexte :**

Dans la foulée de son élection en 2007, le Président René Préval a annoncé son intention de mettre en chantier l'élaboration d'un plan national de développement durable sur au moins 25 ans pour Haïti. Dans la même veine, en septembre 2006, à Bucarest, le Premier ministre,

Jacques-Édouard Alexis, a dévoilé le projet de son gouvernement visant le renforcement de l'appareil de l'État qui doit jouer un rôle de leadership dans la conduite de l'action publique. Ces prises de positions témoignent plus largement de la volonté de jeter les bases d'un progrès économique et sociopolitique durable, fondé sur la construction institutionnelle.

Pour sa part, la communauté internationale, qui a réorienté son action selon les principes de la déclaration de Paris, s'engage dorénavant à soutenir le Gouvernement d'Haïti dans ses priorités stratégiques.

Enfin, la diaspora, à travers ses diverses organisations, se mobilise en vue de prendre une part active au processus de construction d'une solution durable de redressement d'Haïti.

### **Objectifs visés :**

Le projet vise deux objectifs fondamentaux :

- cerner les principaux défis à relever en lien avec le phénomène de désintégration, c'est-à-dire la rupture fonctionnelle et formelle entre la culture (les valeurs), la société (les rôles), et les personnalités (les motifs de l'action) ;
- définir les paramètres d'action à mettre en œuvre pour faire face aux effets de ce phénomène de désintégration aggravés par les mutations récentes ;
- analyser le phénomène de multiplication des foyers de pouvoirs concurrents consécutif à la libéralisation économique et aux modes opératoires de la communauté internationale : secteur privé, crime organisé, ONG transnationales, Agences de coopération internationale.

### **Axes de réflexion**

Quatre axes de réflexion sont privilégiés ici :

- le renforcement de l'État et de sa légitimité, notamment face aux anciens et nouveaux pouvoirs concurrents ;
- la construction des solidarités sociales nationales ;
- la mobilisation autour du plan national de développement durable : l'institution des acteurs économiques, politiques et sociaux.

Les communications feront l'objet à une publication qui intègrera des contributions de chercheurs qui n'ont pas pu participer aux divers ateliers.

=====

- Les propositions de communications (accompagnées d'un résumé de 250 mots) devront être adressées au Dr. Louis Naud Pierre ([plnaud@yahoo.fr](mailto:plnaud@yahoo.fr)) et Marie-Émile Martineau ([emartineau@haiti-montreal.org](mailto:emartineau@haiti-montreal.org)).